



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.470/2
du 4 décembre 2017

advies 62.470/2
van 4 december 2017

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant, en ce qui concerne
certaines prestations dentaires,
les articles 5 et 6 de l'annexe à
l'arrêté royal du
14 septembre 1984 établissant
la nomenclature des prestations
de santé en matière d'assurance
obligatoire soins de santé et
indemnités'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging, wat
bepaalde tandheelkundige
verstrekkingen betreft, van de
artikelen 5 et 6 van de bijlage
bij het koninklijk besluit van
14 september 1984 tot
vaststelling van de
nomenclatuur van de
geneeskundige verstrekkingen
inzake verplichte verzekering
voor geneeskundige verzorging
en uitkeringen'

Le 14 novembre 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant, en ce qui concerne certaines prestations dentaires, les articles 5 et 6 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 4 décembre 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 décembre 2017.

*

Op 14 november 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging, wat bepaalde tandheelkundige verstrekkingen betreft, van de artikelen 5 en 6 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 4 december 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 december 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet à l'examen (ci-après le projet n° 62.470/2) modifie notamment certaines prestations qui sont également modifiées par le projet qui fait l'objet de l'avis n° 62.436/2 ¹, donné ce jour (ci-après : le projet n° 62.436/2). Ces modifications portent sur des éléments différents et paraissent donc contradictoires ².

Interrogé quant à la manière de concilier ces deux projets, le délégué de la Ministre a répondu comme suit :

« En effet, les deux dossiers ont démarré [...] à des moments différents et concernent les mêmes prestations. À la base, ils concernent des modifications de nomenclatures différentes mais se rejoignent sur certaines prestations.

Pour les prestations 377274-377285 et 307274-307285, les deux projets d'arrêtés modifient ces prestations. Dans le projet de l'avis 62.436/2, il s'agit de supprimer dans ces prestations la notion de 'en cas de répétition dans les deux années civiles'. Le projet 62.470/2 modifie également ces prestations, il reprend la suppression 'en cas de répétition dans les deux années civiles', et en plus il ajoute que la prestation concerne 'deux mâchoires'. Dès lors, l'arrêté de l'avis 62.470/2 reprend la modification prévu[e] par l'arrêté de l'avis 62.436/2 et rend celui-ci inutile si les arrêtés entrent en vigueur au même moment.

Pour ce qui est de l'article [6, § 17, de l'annexe], 'Les prestations 377090-377101, 377112-377123, 377134-377145, 377230-377241, 307090-307101, 307112-307123, 307134-307145, 307230-307241, 307252-307263 sont également honorées lorsqu'elles sont effectuées par un médecin spécialiste en radiologie, sous les conditions énoncées à l'article 17.', il y a lieu de tenir compte du projet d'arrêté de l'avis 62.470/2 qui prévoit 'Les prestations 377090-377101, 377112-377123, 377134-377145, 377230-377241, **377274-377285**, 307090-307101, 307112-307123, 307134-307145, 307230-307241, 307252-307263 et **307274-307285** sont également honorées lorsqu'elles sont effectuées par un médecin spécialiste en radiologie, sous les conditions énoncées à l'article 17' car le projet de l'avis 62.436/2 avait oublié les deux prestations indiquées en gras ».

¹ Voir l'article 1^{er}, 1°, c), et 2°, b), et l'article 2, 4°, du projet n° 62.436/2 (prestations 377274-377285 et 307274-307285 aux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 5 de l'annexe à l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1984, et l'article 6, § 17, en projet, de la même annexe) à comparer avec l'article 1^{er}, 2° et 4°, et l'article 2 du projet n° 62.470/2 (même prestation à deux emplacements de l'article 5 et article 6, § 17, point 2, alinéa 3, en projet, de la même annexe).

² Projet d'arrêté royal 'modifiant, en ce qui concerne certaines prestations dentaires, les articles 5 et 6 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'.

Il découle de ce qui précède qu'il conviendrait soit d'adapter les projets afin de les rendre conciliables soit, ce qui paraît préférable, de les fusionner afin qu'ils ne fassent plus qu'un seul projet.

Les observations particulières qui suivent sont donc formulées sous réserve de la présente observation générale.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de préciser la mention de l'article 35, § 1^{er}, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, par celle de l'alinéa 5 de cette disposition et d'omettre la mention de la modification de l'article 35, § 1^{er}, par la loi-programme (I) du 26 décembre 2013, cet alinéa n'ayant pas été modifié.

2. En outre, il ne ressort pas clairement du dossier s'il a été fait application de l'article 35, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o ou 2^o, de la même loi, c'est-à-dire si la proposition du Conseil technique dentaire du 16 février 2017 a été formulée à l'initiative de ce Conseil ou à la demande de la Ministre ou de la Commission nationale dento-mutualiste.

Interrogé sur ce point, le délégué a répondu que le projet provient de l'initiative de la Commission nationale dento-mutualiste. Le fondement légal du projet est donc l'article 35, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi.

L'alinéa 1^{er} du préambule sera adapté en conséquence.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Het voorliggende ontwerp (hierna “ontwerp 62.470/2” genoemd) wijzigt onder andere bepaalde verstrekkingen die ook worden gewijzigd bij het ontwerp waarover heden advies 62.436/2 is gegeven (hierna “ontwerp 62.436/2” genoemd).¹ Die wijzigingen slaan op verschillende gegevens en lijken dus tegenstrijdig.²

Op de vraag hoe die twee ontwerpen met elkaar in overeenstemming kunnen worden gebracht, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“En effet, les deux dossiers ont démarré [...] à des moments différents et concernent les mêmes prestations. À la base, ils concernent des modifications de nomenclatures différentes mais se rejoignent sur certaines prestations.

Pour les prestations 377274-377285 et 307274-307285, les deux projets d'arrêtés modifient ces prestations. Dans le projet de l'avis 62.436/2, il s'agit de supprimer dans ces prestations la notion de ‘en cas de répétition dans les deux années civiles’. Le projet 62.470/2 modifie également ces prestations, il reprend la suppression ‘en cas de répétition dans les deux années civiles’, et en plus il ajoute que la prestation concerne ‘deux mâchoires’. Dès lors, l'arrêté de l'avis 62.470/2 reprend la modification prévu(e) par l'arrêté de l'avis 62.436/2 et rend celui-ci inutile si les arrêtés entrent en vigueur au même moment.

Pour ce qui est de l'article [6, § 17, de l'annexe], ‘Les prestations 377090-377101, 377112-377123, 377134-377145, 377230-377241, 307090-307101, 307112-307123, 307134-307145, 307230-307241, 307252-307263 sont également honorées lorsqu'elles sont effectuées par un médecin spécialiste en radiologie, sous les conditions énoncées à l'article 17.’, il y a lieu de tenir compte du projet d'arrêté de l'avis 62.470/2 qui prévoit ‘Les prestations 377090-377101, 377112-377123, 377134-377145, 377230-377241, 377274-377285, 307090-307101, 307112-307123, 307134-307145, 307230-307241, 307252-307263 et 307274-307285 sont également honorées lorsqu'elles sont effectuées par un médecin spécialiste en radiologie, sous les conditions énoncées à l'article 17’ car le projet de l'avis 62.436/2 avait oublié les deux prestations indiquées en gras.”

¹ Zie artikel 1, 1°, c), en 2°, b), en artikel 2, 4°, van ontwerp 62.436/2 (verstrekkingen 377274-377285 en 307274-307285 in de paragrafen 1 en 2 van artikel 5 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 1 september 1984, en het ontworpen artikel 6, § 17, van dezelfde bijlage), te vergelijken met artikel 1, 2° en 4°, en artikel 2 van ontwerp 62.470/2 (zelfde verstrekking op twee plaatsen in het ontworpen artikel 5 en het ontworpen artikel 6, § 17, punt 2, derde lid, van dezelfde bijlage).

² Ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging, wat bepaalde tandheelkundige verstrekkingen betreft, van de artikelen 5 en 6 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’.

Uit het voorgaande volgt dat de ontwerpen ofwel zouden moeten worden aangepast om ze met elkaar in overeenstemming te brengen, ofwel, wat te verkiezen lijkt, tot een enkel ontwerp zouden moeten worden samengevoegd.

De bijzondere opmerkingen die hierna volgen, worden dus geformuleerd onder voorbehoud van deze algemene opmerking.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid dient nauwkeuriger te worden vermeld dat het gaat om het vijfde lid van artikel 35, § 1, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994, en dient de wijziging van artikel 35, § 1, bij de programmawet (I) van 26 december 2013 niet te worden vermeld, aangezien dat vijfde lid niet is gewijzigd.

2. Bovendien blijkt niet duidelijk uit het dossier of artikel 35, § 2, eerste lid, 1° dan wel 2°, van dezelfde wet is toegepast, met andere woorden of het voorstel van de Technische tandheelkundige raad van 16 februari 2017 op eigen initiatief van die raad dan wel op verzoek van de minister of van de Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen is gedaan

Naar aanleiding van een vraag hierover heeft de gemachtigde geantwoord dat het ontwerp voortkomt uit het initiatief van de Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen. Bijgevolg ligt de rechtsgrond van het ontwerp in artikel 35, § 2, eerste lid, 2°, van de wet.

Het eerste lid van de aanhef moet dienovereenkomstig worden aangepast.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT